

Élection en France : la guerre culturelle fait rage

À quatre mois des élections présidentielles françaises, le journaliste Cole Stangler démêle l'écheveau désordonné des campagnes de la droite, du centre et de la gauche. Qui est qui parmi les candidats et candidates à la présidence, vers quoi s'orientent leurs campagnes, et pourquoi une union de la gauche semble actuellement si improbable ?

de Cole Stangler

Il n'est pas nécessaire de vivre en France pour comprendre que les enjeux des prochaines élections présidentielles sont considérables. La crise climatique mondiale s'aggrave, le rôle du pays sur la scène internationale est remis en question, son modèle de protection sociale est sous pression, et le climat politique changeant à Berlin suggère même que l'Union européenne pourrait évoluer dans une direction plus progressiste. Sans oublier la pandémie qui couronne le tout.

Si le calendrier avait été différent, la campagne présidentielle de 2022 serait axée sur certaines de ces questions. Comment la France entend-elle maîtriser l'industrie des combustibles fossiles ? Comment doit-elle se positionner alors que la nouvelle guerre froide s'intensifie ? Comment l'État peut-il protéger le filet de sécurité et redistribuer les richesses alors que le spectre de l'austérité commence à planer sur l'Europe ?

Mais, ce n'est pas la campagne qui se déroule actuellement.

À quatre mois du premier tour du scrutin, l'élection est, au contraire, motivée par un ensemble de questions incendiaires liées à la guerre des cultures qui animent une extrême droite enhardie. Les débats sur l'islam, l'immigration, l'identité nationale et la criminalité ont tous dominé les premières étapes de la course à l'Élysée, alimentant une campagne qui semble cruellement détachée des intérêts matériels de la population française et de la planète en général. Il est encore tôt et beaucoup de choses peuvent se passer d'ici le mois d'avril, mais la situation est très loin d'inciter à l'optimisme.

Les prétendant·e·s à la magistrature suprême couvrent tout le spectre de l'extrême-droite au centre-droit. On compte parmi eux un politicien et une politicienne à l'esprit revancharde qui dictent plus ou moins le fil de l'actualité, un président sortant néolibéral offrant la stabilité et la défense des valeurs libérales de base dans une période d'incertitude et, enfin, une représentante de la vieille garde conservatrice qui a eu du mal à trouver une raison d'être ces dernières années, mais qui pourrait bien être capable de réunir la large coalition nécessaire pour remporter le second tour. À la poursuite de ce peloton de tête, on trouve une série de partis de gauche très divisés, manquant de crédibilité et profondément détachés de leur ancienne base ouvrière.



L'extrême droite

L'extrême-droite a largement donné le ton de la campagne, façonnant les échanges entre les différents candidats et pesant lourdement sur la couverture médiatique. Dans une certaine mesure, il fallait s'y attendre. Lors de la course à la présidence de 2017, Marine Le Pen avait obtenu le meilleur résultat à une élection présidentielle de l'histoire du Front national, soit 34 % des voix au second tour contre Emmanuel Macron. Si son score final a été en deçà des attentes du parti – beaucoup s'attendaient en effet à une meilleure performance –, il a souligné à quel point le parti était devenu dominant.

Désormais connu sous le nom de Rassemblement national (RN), le parti s'est accroché à sa base au cours de l'ère Macron. Les résultats électoraux du RN ont été décevants ; le parti n'a notamment pas réussi à remporter une seule des 17 présidences de région en jeu lors des élections régionales de cette année, dont le taux de participation a été étonnamment bas. Pourtant, il continue de gagner la bataille des idées. Un coup d'œil à la presse nationale révèle un débat animé par ce qui constituait autrefois les causes chères au parti, alors reléguées en marge de la vie politique : les appels à mettre fin à l'immigration, à expulser les sans-papiers, à couper l'accès aux aides publiques pour la population étrangère, à réprimer les manifestations publiques de l'islam et à s'attaquer à la criminalité, quel que soit le prix à payer.

Ce type de politique est en vogue. On ne peut nier le fait qu'une grande partie des électeurs et électrices français·e·s est attirée par le message du parti, en ce compris une part importante de la classe ouvrière. (Le déclin des syndicats et des partis politiques traditionnels de la gauche a fait des ravages qu'il convient de ne pas sous-estimer). Pourtant, ces dernières années, l'extrême droite a bénéficié d'une aide supplémentaire en raison d'un paysage médiatique plus favorable, et notamment grâce à l'essor d'un réseau de télévision souvent surnommé le « Fox News français ». Créée en 2017 par le milliardaire conservateur Vincent Bolloré, CNews est rapidement devenue l'une des chaînes d'information les plus regardées du pays. Elle diffuse un flot ininterrompu de débats sur des sujets tels que la violence liée à la drogue dans les HLM, la voile islamique et les excès du milieu étudiant politiquement correct, transformant ainsi le cycle élargi des informations nationales.

Entre-temps, la stratégie de triangulation de Macron a abouti à ce que son gouvernement offre une légitimation de facto des préoccupations de l'extrême droite. Alors qu'il se présente comme un farouche opposant du RN, son gouvernement a renforcé les restrictions en matière d'immigration, lancé une campagne de répression contre le « séparatisme » islamiste et fait adopter un projet de loi sur la sécurité nationale comprenant une mesure législative criminalisant le fait de filmer des policiers, même si son adoption a finalement été invalidée par le Conseil constitutionnel français. Dans le même temps, les principaux membres du cabinet de Macron se sont lancés dans une nouvelle série de guerres culturelles, déplorant la propagation d'une « culture de l'annulation » d'inspiration anglo-américaine, la prétendue plaie de la « culture woke » et la prétendue menace de l'« islamo-gauchisme ».



Ces batailles ont renforcé la conviction que l'identité nationale éternelle de la France est prise d'assaut et qu'elle représente une cible pour les ennemis à l'extérieur et à l'intérieur des frontières du pays, en particulier ceux de confession musulmane.

Tout cela explique pourquoi Marine Le Pen reste la principale adversaire de Macron au premier tour. Les [sondages](#) de début décembre lui donnent environ 15 à 20 % des voix, tout en la plaçant 10 à 15 points de pourcentage derrière le président sortant au second tour. Mais c'est aussi la raison pour laquelle il existe une place pour un candidat encore plus à droite, chose impensable il y a encore cinq ans. Comme il se doit, l'homme qui déjoue les manœuvres de Le Pen est un ancien présentateur vedette de CNews, quelqu'un qui a piloté le virage à droite des médias et de la politique française.

Malgré leurs évidentes affinités idéologiques, Éric Zemmour a un style très différent de celui de la patronne du RN. Cette dernière cherche à passer pour une candidate raisonnable et prête à gouverner ; le premier se délecte de sa capacité à exclure et à transgresser. Dans l'univers de Zemmour, la provocation doit être prise à bras le corps ; comme chez Trump, il y a une certaine jubilation à franchir la ligne rouge et à voir où la poussière tombe, encore et toujours. (Avant de déclarer officiellement sa candidature, Zemmour en a remis une couche sur la théorie du complot du Grand Remplacement, qui allègue une prise de contrôle démographique de l'Europe par des personnes originaires d'Afrique et du Moyen-Orient, et a appelé à interdire les prénoms d'origine non française). Mais qui peut lui reprocher d'appliquer une formule qui marche ? Zemmour est un polémiste devenu une personnalité de la télévision, il connaît les rouages de la presse peut-être mieux que tout·e autre candidat·e et il a effectivement volé la vedette à ses adversaires. Dans ce contexte, il a obtenu un nombre impressionnant de soutiens parmi la frange conservatrice et les sympathisant·e·s du RN rebuté·e·s par la position modérée relative de Le Pen.

Dans le milieu politique français, tout le monde connaît l'[aphorisme](#) fustigeant les politiques de droite qui s'aventurent trop loin sur le territoire du RN selon lequel « les électeurs préfèrent l'original à la copie ». C'est Jean-Marie Le Pen qui l'a utilisé le premier pour critiquer les tentatives de la droite dominante de s'approprier ses thèmes de discussion au [début des années 1990](#). Plus de dix ans après, dans un univers politique qui dérive de plus en plus vers la droite, Zemmour retourne essentiellement cette logique contre le RN lui-même. Pourquoi voter pour une version édulcorée de l'extrême droite quand on peut voter pour la version authentique ? Pourquoi se contenter de la fille quand on peut avoir le père ?

Cela dit, Zemmour doit encore prouver qu'il peut attirer au-delà d'une base limitée de conservateurs et conservatrices. Début décembre, il gagnait environ 13 % dans les sondages, talonnant Marine Le Pen, mais toujours distancé par Macron. Son [rêve](#) d'unir une « bourgeoisie patriotique » et la classe ouvrière semble encore inaccessible, du moins pour le moment.



La droite bourgeoise

Le remaniement post-Macron a laissé le parti historique de la droite française, Les Républicains (LR), dans une impasse. Avec son électorat courtisé des deux côtés – par le centre et l’extrême droite –, il n’a pas été possible de déterminer clairement quelle direction prendrait le ticket présidentiel du LR. Début décembre, la primaire interne du parti a mis en évidence cette incertitude : le député niçois Éric Ciotti, partisan de l’inscription des valeurs « judéo-chrétiennes » de la nation dans la Constitution et de l’ouverture d’un « Guantanamo français », s’est qualifié de manière inattendue pour le second tour, avant de subir une défaite retentissante face à la relativement modérée Valérie Pécresse, actuelle présidente de la région parisienne.

Valérie Pécresse, une politicienne chevronnée qui a siégé au Parlement et qui a fait partie du gouvernement de l’ancien président Nicolas Sarkozy, est confrontée à un difficile exercice d’équilibre. Elle devra superviser le mariage difficile entre les éléments identitaires et modérés du LR à un moment où les deux factions sont tentées par des alternatives. Bien que Pécresse soit loin d’être la candidate la plus inspirée, le système électoral non conventionnel de la France pourrait jouer à son avantage. Si elle se qualifiait pour le second tour, elle serait bien placée face à une série d’adversaires potentiel-le-s, y compris Macron. Dans ce scénario, la faible participation de l’électorat de gauche, associée au désir ardent de la droite dure de renverser le président, pourrait la pousser vers l’Élysée. C’est une voie délicate construite sur des hypothèses, mais elle est sans doute plus favorable que celles empruntées par Zemmour ou Le Pen. (À la suite de la récente victoire de Pécresse aux primaires, un [sondage](#) qui a fait sensation a même prédit qu’elle battrait Macron de 4 points de pourcentage.)

Bien qu’il n’ait pas encore déclaré sa candidature, le président Emmanuel Macron reste le grand favori. Considéré par ses adversaires de l’ensemble de l’échiquier politique comme dépassé par les événements, Macron a l’avantage d’être le président sortant. Dans une période de profonde incertitude marquée par la crise climatique, une pandémie, des tensions géopolitiques croissantes et la montée de l’extrême droite, ce dernier peut offrir une expérience et une stabilité éprouvées. En plus d’une base solide de sympathisant-e-s issu-e-s de la classe moyenne et des milieux aisés, il a la capacité avérée de mobiliser un large bloc de soutien contre l’extrême droite au second tour.

Macron peut également compter sur le soutien des élites économiques françaises (même si elles n’auraient aucun problème à se rallier à Pécresse si nécessaire). Et alors que l’électorat de gauche en a plus qu’assez de se boucher le nez et de voter pour la moins mauvaise option au second tour, l’équipe de Macron mise sur le fait qu’une odeur de proto-fascisme dans l’air sera probablement suffisante pour les mobiliser à nouveau. Mais il existe un point faible manifeste : si Macron s’oppose à Pécresse, sa réélection devient beaucoup plus compliquée. On verrait également se profiler le scénario tragicomique du président qui doit mendier le soutien de l’électorat de gauche, après l’avoir ignoré tout au long de ses cinq années de mandat.



La gauche divisée

Pour dire les choses crûment, les partis de gauche ne sont simplement pas de taille, à ce stade. Depuis début décembre, les sondages montrent régulièrement qu'aucun·e candidat·e de gauche ne figure parmi le quatuor de tête, et ce n'est pas faute d'options.

Les sondages attribuent environ 1 % de voix à Nathalie Arthaud, du parti trotskiste Lutte ouvrière, et Philippe Poutou, un ouvrier du secteur automobile représentant le Nouveau parti anticapitaliste, lesquels n'en sont pas à leur coup d'essai. Anasse Kazib, un cheminot de Révolution permanente, un groupe dissident du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), est également en lice.

Aux candidat·e·s protestataires prévisibles s'ajoutent quelques noms plus prestigieux. Fabien Roussel mène une campagne dont l'objectif principal semble être de rajeunir les militant·e·s au sein et autour du Parti communiste français, un géant déchu qui compte encore des centaines d'élu·e·s locaux·ales, mais qui lutte pour demeurer pertinent sur la scène nationale. Après avoir soutenu deux fois de suite Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle, le parti présente cette année son propre programme, qui ne parvient pas à s'imposer. L'ancien ministre de l'Économie de François Hollande, Arnaud Montebourg, a également du mal à gagner du terrain. Promettant une grande *remontada* patriotique (sa campagne a inexplicablement choisi le terme dans sa version originale espagnole), sa candidature a été créditée à moins de 2 %.

Les candidat·e·s plus sérieux·ses engagé·e·s dans la présidentielle [ne suscitent pas davantage d'enthousiasme](#). Soutenue par le Parti socialiste (PS), la maire de Paris Anne Hidalgo ne parvient pas à décoller dans les sondages. À ce stade, elle ne dispose que d'environ 5 % des voix, juste en dessous du score abyssal du candidat Benoît Hamon en 2017. Yannick Jadot, d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), se dispute une part similaire de l'électorat. Il [dépasse](#) Hidalgo pour le moment, bien qu'il reste lui-même en-dessous des 10 %. Jean-Luc Mélenchon, de La France Insoumise, obtient des résultats légèrement supérieurs à Jadot et Hidalgo, à environ 10 %, mais toujours bien en dessous de son score de 2017, qui était de près de 20 %.

Le problème de l'union de la gauche

C'est dans ce contexte désolant qu'Anne Hidalgo a lancé un appel à l'union de la gauche et encouragé les candidat·e·s à participer à une primaire ouverte, un geste salué par Montebourg mais rejeté jusqu'à présent par Jadot, Roussel et Mélenchon. Cet appel a également ouvert la voie à une candidature surprise de Christiane Taubira, ancienne ministre de la Justice sous Hollande, qui a une image largement positive parmi l'électorat progressiste, mais qui a donné peu d'indications sur la teneur de son programme. (Après avoir annoncé son intention de se présenter à la présidence et souligné son soutien à l'union de la gauche, Taubira dit qu'elle prévoit de partager plus de détails sur sa campagne à la mi-janvier). Quoi qu'il en soit, un récent [sondage](#) suggère un large soutien à l'idée d'une alliance progressiste, les trois quarts des électeurs et électrices de gauche se déclarant favorables à une primaire ouverte.



Les défenseur·e·s de l'union de la gauche affirment qu'elle est essentielle à une époque où les partis sont trop faibles pour rivaliser seuls et où le débat politique national a dévié bien trop à droite. Les détracteur·rices·s de l'union déclarent qu'il s'agit d'un stratagème opportuniste du PS et de ses alliés – une invitation à participer uniquement parce qu'Hidalgo a admis que sa propre campagne est condamnée – et que ce n'est pas une solution miracle pour 2022.

Les deux parties avancent l'un comme l'autre des arguments valables.

Le nombre actuel de candidatures fait qu'il est mathématiquement quasi-impossible pour un ou une candidate de concourir à la présidence. La présence de deux candidat·e·s ayant de réelles différences idéologiques serait un défi, mais la pléthore actuelle de prétendant·e·s à la présidence en est un autre à part entière, et leur destruction mutuelle est assurée et reconnue par presque toutes les personnes impliquées. Pourtant, le problème est bien plus profond que cela. Comme l'ont montré les récents sondages et résultats électoraux, les partis de gauche manquent de crédibilité, sauf auprès d'une partie de l'électorat de centre-gauche qui se présente régulièrement aux urnes, tandis que leurs liens historiques avec les électeurs et électrices de la classe ouvrière se sont largement évaporés. Il s'agit de lacunes profondes qui ne peuvent être comblées en additionnant simplement les parts de voix individuelles de chaque parti en lice et en faisant preuve d'optimisme. Même si elle réussissait la tâche difficile d'unir les partis derrière elle, Taubira se heurterait à ces défis de taille.

Peu enclin à faire des compromis sur son programme ou sa stratégie, Jean-Luc Mélenchon s'en tient pour l'instant à son projet initial et encourage les autres à soutenir sa candidature. Tout cela n'est pas motivé par l'ego, comme le suggèrent ses innombrables détracteurs et détractrices. De réelles différences de programme existent entre La France Insoumise, le PS et le parti vert, notamment sur la redistribution des richesses, l'Union européenne, les propositions de retour à un système parlementaire sous une Sixième République, et la manière de faire face au racisme croissant et à la discrimination contre les musulman·e·s. En outre, les Insoumis mènent une campagne ciblant l'électorat à faible revenu et celles et ceux qui ont tendance à ne pas se rendre aux urnes – un peu comme Bernie Sanders et Jeremy Corbyn, sans parler de Mélenchon lui-même en 2017. L'image du septuagénaire a été écornée depuis, mais comme le député marseillais [me l'a dit](#) sur Skype en octobre, il pense toujours que, cette fois-ci, la victoire est à portée de main. Étant donné que la candidature de Zemmour divise le vote d'extrême droite, l'équipe de Mélenchon pense qu'un seuil plus bas pour la qualification au second tour lui donne une chance.

S'il est peu probable que Mélenchon en fasse partie, l'union de la gauche n'est pas totalement exclue. Il est probable qu'une alliance se forme à un moment ou à un autre entre le parti vert et les socialistes ; il pourra s'agir de soutenir le ou la gagnante d'une primaire ouverte – ce qui laisse la porte ouverte au joker Christiane Taubira pour unir les deux factions – ou cela prendra une autre forme plus tard dans la campagne.



Avant même qu’Hidalgo lance un appel public à l’union, les partis avaient exprimé leur intérêt pour une sorte de pacte électoral, couvrant de préférence les élections législatives de juin. Il a juste été difficile de sceller l'accord : les huiles du PS pensaient – à tort – que la campagne d’Hidalgo repositionnerait leur parti comme centre de gravité dominant de la gauche, tandis que la direction du parti écologiste a affirmé, dans sa majorité, que c’était à elle de mener une alliance électorale de gauche. (Elle met en avant une série de résultats électoraux positifs obtenus ces dernières années, notamment aux élections européennes de 2019 et aux élections locales de 2020, qui les ont placés à la tête de villes comme Lyon, Strasbourg et Bordeaux). Beaucoup de membres d’EELV veulent également éviter que la situation de 2017 se répète, lorsque le soutien de Jadot à Hamon n’a pas réussi à produire de réels bénéfices pour le parti. Cela explique la réaction plutôt tiède de membres du parti vert à la reprise des discussions sur l’union de la gauche : si le parti socialiste et ses alliés a des doutes, pourquoi ne se rangent-ils pas derrière Jadot et ne se met-il pas au travail pour construire une alliance dès aujourd'hui ?

Pendant ce temps, Fabien Roussel du Parti communiste va probablement commencer à sentir que le temps presse. Si sa campagne ne décolle pas, il sera contraint de faire un choix entre les deux centres de gravité émergents – le pôle écologiste-socialiste ou le camp plus familier des Insoumis – sachant qu’un accord avec l’un ou l’autre pourrait déterminer le sort du PCF aux élections législatives. Dans le même temps, les campagnes présidentielles françaises sont partiellement remboursées par l’État si elles obtiennent au moins 5 % des voix, ce qui incite Roussel et d’autres à se contenter d’accepter le naufrage qui se profile.

Le temps presse

Cela dit, plus l’impasse actuelle se prolonge, plus les partis seront poussés à conclure des accords, y compris Mélenchon. En fin de compte, les électeurs et électrices de gauche veulent avoir leur mot à dire dans les élections. La grande majorité d’entre eux sont dégoûté-e-s par le climat politique actuel et se moquent complètement de la façon dont les résultats affecteront l’équilibre des pouvoirs ou l’avenir organisationnel des partis.

Une campagne qui n’hésiterait pas à affronter l’extrême droite et à défendre un programme économique redistributif de base pourrait avoir une chance de gagner. Mais étant donné le mélange de faiblesses structurelles et d’intérêts concurrents à court terme en jeu, il n’est pas certain que les partis actuels soient équipés pour relever l’immensité du défi qui les attend. Les récentes élections présidentielles françaises ont réservé des surprises, mais le temps est compté pour celle-ci.

Cole Stangler est un journaliste basé à Paris. Rédacteur en chef d’un journal télévisé, Cole couvre également la politique française dans la presse écrite pour plusieurs médias anglophones. Il est l’auteur d’un livre à paraître sur l’histoire du travail en France pour Arbre Bleu Éditions, *La solidarité et ses limites. La CFDT et les travailleurs immigrés dans « les années 68 »*.

